

fué promovido por Clemente VII, y tomó posesión el 26 de Abril de 1524, poniéndose fin de este modo al período de Sede vacante (1).

ADOLFO POSCHMANN.

VII

LE VOYAGE DE LA REINE-MARIE CHRISTINE EN ITALIE ET LES RANCUNES DE LA COUR DE TURIN

On sait que, loin de voir une période de calme succéder aux dures épreuves dont elle venait de sortir victorieusement, loin de trouver dans les sentiments du peuple espagnol la récompense qu'elle était en droit d'espérer, la reine Marie-Christine (2) avait dû presque au lendemain de la fin de la première guerre Carliste, d'abord appeler au pouvoir Espartero (3), puis se démettre de la Régence.

(1) PÉREZ: pág. 128.—GONZÁLEZ DÁVILA: *Teatro eclesiástico de las dos Castillas*, tomo I, pág. 83.

(2) Marie-Christine de Bourbon (1806-1878), seconde fille de François I^{er}, Roi de Deux-Siciles, et de la reine Marie Clémentine. Sœur de la Duchesse de Berry, mariée le 29 décembre 1829 au Roi Ferdinand VII, dont elle fut la quatrième femme. Régente d'Espagne en 1833, au nom de sa fille Isabelle après la mort du roi Ferdinand, elle soutint une longue et dure lutte contre Don Carlos. Renversée par Espartero à la suite de la journée du 1^{er} septembre 1840 provoquée par le vote de la loi des *Ayuntamientos*, elle dut renoncer à la Régence le 10 octobre et se retirer en France et ne rentra en Espagne qu'en 1843 après la chute d'Espartero.

(3) Espartero (Baldomero) (1792-1879), Capitaine-Général de Biscaye au nom de Marie-Christine (1834), Général en chef de l'Armée du Nord, Vice-roi de Navarre et Capitaine Général des Provinces Basques (1837), Député aux Cortes de 1837, Grand d'Espagne et Duc de la Victoire, après les victoires qui mirent fin à la guerre Carliste (1839). Président du Conseil (14 septembre 1840), Régent d'Espagne (8 mai 1841, renversé par Narvaez et obligé de se réfugier en Angleterre (juillet 1843), Président du Conseil (1854-1856) enfin rallié au roi Amédée qui le créa prince de Vergara (janvier 1872).

Quelques jours plus tard, elle se décidait, ou plutôt elle se résignait à quitter l'Espagne où sa présence aurait pu compromettre gravement la solidité du trône qu'elle avait eu tant de peine à assurer d'abord, puis à conserver à celle qu'on se plaisait à appeler *l'Innocente Isabelle*.

Mais ce qu'on connaît assurément beaucoup moins, ce sont les différentes péripéties qui après un premier et assez court séjour en France, où elle avait été reçue avec les honneurs dûs à son rang par Louis Philippe et Marie Amélie, marquèrent le voyage qu'afin de se distraire et d'oublier elle éprouva le besoin de faire en Italie, son pays natal, ce sont surtout les étranges et inqualifiables procédés que, trop heureux de pouvoir satisfaire ses rancunes, abusant de l'influence qu'il exerçait sur l'esprit de Charles-Albert le comte Solar de la Marguerite (1) crut pouvoir se permettre à l'égard de cette princesse. Il n'avait, cependant, en réalité d'autre grief contre elle que celui d'avoir empêché la réalisation, qui, lui avait plus d'une fois paru certaine et imminente, des idées d'un système politique dont il se glorifiait et ne cessa du reste jamais d'être un des plus ardents, un des plus irréductibles défenseurs.

Ces procédés, cette attitude sont d'autant plus curieux à relever que l'on n'aurait en somme rien risqué à Turin en suivant l'exemple donné par le Saint-Siège. Comme Guizot se plaisait à le constater dans sa dépêche du 5 février 1841 au comte de Latour-Maubourg, «la réception que la Reine Marie-Christine avait reçue du Pape avait été ce qu'elle devait être».

On en jugera par les documents relatifs aux incidents qui marquèrent le séjour de l'ex-Régente à Rome, puis par ceux qui ont trait d'abord aux péripéties de son voyage à travers l'Italie

(1) *Solar della Margarita* (Clément, comte) (1792-1869) entré dans la diplomatie en 1816, envoyé à Naples, puis Ministre à Madrid au moment où la guerre entre les Carlistes et les Cristinos ensanglantait l'Espagne. Absolutiste et légitimiste dans l'âme, il était à ce moment et depuis 1834, Ministre des Affaires Etrangères de Sardaigne, fonctions qu'il conserva jusqu'en 1847

du Nord, et à l'accueil qu'on lui fit à Venise et à Milan, en aux circonstances qui l'empêchèrent de s'arrêter à Turin.

«Monsieur le Ministre, écrivait le 26 décembre Latour Maubourg (1), S. M. la Reine Christine, après une traversée assez pénible, est arrivée avant hier au soir ici sans être attendue par personne. Elle a été également bien accueillie à Civitavecchia (2) et à Rome. A peine M. le Ministre de Naples a-t-il su la présence de la Reine dans cette capitale que, le soir même de l'arrivée de Sa Majesté, il s'est présenté chez Elle pour lui offrir ses services. Mais la Reine, par suite de l'attitude prise vis à vis d'Elle par le Roi, son frère, n'a pas cru devoir accepter les offres du comte de Ludolf, dont la démarche d'ailleurs était toute spontanée et n'était dictés par aucune instruction de son Gouvernement.

»Dès qu'il fut sorti de chez Elle, Sa Majesté me fit exprimer l'envie qu'Elle avait d'assister le lendemain, jour de Noël, à la messe Pontificale, célébrée à Saint-Pierre par le Pape lui-même, en me demandant de lui en faciliter les moyens. Des tribunes

(1) *Rome*, volume 982. Direction Politique, N° 6. Folio 222-224. — Latour Maubourg à Guizot, Rome, 26 décembre, 1840.

Latour Maubourg (Armand, Charles, Septime, comte de Fay de) (1801-1845), Maître des requêtes en service extraordinaire (1821), Attaché à Constantinople (1822), à la Direction Politique (1823), deuxième Secrétaire à Lisbonne (17 mai, 1826), à Hanovre (4 novembre, 1829), Chargé d'Affaires sur place (12 juillet, 1830), premier Secrétaire à Vienne (22 octobre, 1830), Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à Bruxelles, (7 juin, 1832), Ambassadeur à Madrid (19 septembre, 1834), à Rome (25 mai, 1838), Pair de France (1841).

«Civitavecchia, 24 décembre, 1830.

(2) »Le bâtiment à vapeur de l'État, «*le Phare*», avant à bord S. M. la reine Christine d'Espagne, mandait Beyle à Guizot, est arrivé ce matin en ce port, venant d'Antibes et en dernier lieu de Livourne.

»Les autorités n'avaient reçu à cette occasion aucune instruction de Rome. Toute fois, elles se sont empressés de rendre à la Reine tous les honneurs durs à son rang. Sa Majesté est partie à midi pour Rome satisfaite de l'accueil qu'Elle a reçu à Civitavecchia.

»La Reine est venue d'Antibes à Civitavecchia en quatre jours. Elle s'est arrêtée vingt-quatre heures à Livourne.» (*Rome*, volume 982, folio 221.)

»particulières sont réservées dans ces sortes d'occasions pour
»les membres des familles royales. J'avais quelques doutes sur
»la possibilité d'en obtenir une pour la Reine dès ces premiers
»moments, parce que je savais qu'il est dans les règles de l'éti-
»quette Pontificale qu'aucun prince ou princesse ne peut assister
»en cette qualité à une cérémonie pontificale avant d'avoir été
»présenté au Saint-Père. Mais la règle a été mise de côté, et aux
»premières ouvertures que je fis à ce sujet à M. le Majordome
»du Pape (1), il me répondit avec empressement que Sa Majesté
»serait traitée à Saint-Pierre comme il convenait à son rang. Et,
»en effet, la Reine, que j'eus l'honneur d'y conduire, assista à la
»cérémonie dans une des tribunes princières laquelle, par un
»rapprochement remarqué des spectateurs, se trouva être voisine
»de celle occupée par Don Miguel.

»Plus tard, et en vertu du désir que m'en avait témoigné Sa
»Majesté, je me rendis chez le Cardinal Secrétaire d'Etat afin de
»lui faire part de l'arrivée de la Reine et de lui demander en
»Son nom, quand Elle pourrait être reçue par Sa Sainteté. La
»Reine semblait craindre quelques objections à cet égard. Je n'en
»ai rencontré aucune, et, en fait, il paraissait peu probable qu'on
»en élevât, puisque la Princesse, qu'il s'agit de recevoir, est la
»veuve du dernier Roi d'Espagne et, qu'y eût-il eu autrefois
»quelques difficultés à cause de sa qualité de Régente du Royau-
»me, son abdication a dû aplanir tout obstacle. Elle sera donc
»reçue avec toute la pompe usitée à la Cour du Pape pour la
»réception des têtes couronnées. En attendant, le Gouvernement
»lui a fait offrir une Garde d'honneur que Sa Majesté a refusée,
»et un Camérier Secret du Saint-Père a été désigné pour être à
»sa disposition pendant la durée de son séjour.

»Ainsi l'accueil fait à la Reine est sous tous les rapports tel
»qu'Elle pouvait le souhaiter et qu'Elle avait droit de l'attendre.
»Je ne puis toutefois m'empêcher de regretter que le Ministre
»de Naples, par une démarche un peu précipitée peut-être, eût
»mis la Reine dans le cas de décliner son action et d'y substi-

(1) Monseigneur Saverio Massimo.

»tuer la mienne. On a été généralement surpris à Rome, où l'on
 »ignore la cause de cette espèce de répulsion de l'intervention
 »napolitaine de la part de la Reine, légitimement blessée du si-
 »lence gardé vis à vis d'Elle par son frère depuis qu'Elle est
 »sortie d'Espagne et qu'il est question de sa venue en Italie.
 »Cette circonstance n'a pas manqué de'être connue bientôt et
 »elle ne sera sans doute pas interprétée à l'avantage du Roi. C'est
 »ce que j'ai tâché de faire entendre, avec tous les menagements
 »convenables, au comte de Ludolf près duquel je me suis forcé
 »d'adoucir, autant qu'il a été en moi, le désagrément qu'ont dû
 »lui faire éprouver et le peu d'accueil fait à ses premières offres
 »de service et le recours de la Reine à mon intervention exclu-
 »sive. Je compte assez sur le bon esprit de M. de Ludolf, qui au
 »reste ne se doutait pas plus que moi, m'a-t-il dit, de la réserve
 »observée par son Souverain envers sa sœur, pour espérer qu'il
 »s'employera à faire cesser un état de choses aussi fâcheux et à
 »persuader au Roi d'adresser à la Reine une invitation directe
 »que cette princesse attend avec juste raison avant de former
 »aucun projet relativement à un voyage à Naples.»

La situation, on le voit, était des plus délicates et l'on con-
 çoit aisément que Latour-Maubourg ait cru devoir, dans l'inté-
 rêt même de Marie-Christine, faire tous ses efforts pour la déci-
 der à pousser jusqu'à Naples et à, rendre à sa famille une visite
 à laquelle son tendre frère paraissait ne tenir que fort peu.

Rome, 4 janvier, 1841 (1).

«Sa Majesté la Reine d'Espagne a été reçue par le Pape le 29
 »du mois dernier avec toutes les formes usitées à la Cour Papale
 »pour la réception des têtes couronnées.

»La Reine avait bien voulu permettre que je misse mes équi-
 »pages à sa disposition pour la conduire à cette audience où
 »j'ai eu l'honneur d'accompagner Sa Majesté. Le Pape dans un
 »entretien qui a dure plus d'une demi-heure, s'est montré par-

(1) *Rome*, volume 983. Direction Politique, N° 8, folio 4-7. Latour-Maubourg à Guizot, Rome, 4 janvier, 1841.

»ticulièrement gracieux pour la Reine qui a tout lieu d'être satisfait de l'accueil du Saint-Père.

»Le lendemain du jour de l'audience, le Cardinal Secrétaire d'Etat est venu en personne chez la Reine et, dans le Journal Officiel de Rome qui a paru avant-hier, il a été rendu compte dans les termes ordinairement employés en ces sortes d'occasions de la visite de Sa Majesté au Vatican. Tout s'est donc parfaitement passé dans les règles et peut-être cette attitude prise par le Saint-Siège contribuera-t-elle à modifier celle que jusqu'à présent ont cru devoir garder les représentants des Grandes Puissances accrédités à Rome; lesquels, à la différence de tous leurs collègues de Paris, n'ont pas jugé à propos de demander à faire leur cour à Sa Majesté. Les Légations de Belgique, du Brésil, du Portugal et du Mexique (1), sont les seules qui ont sollicité et obtenu cet honneur. *L'Incognito* gardé par la Reine est probablement le prétexte dont les autres agents diplomatiques prétendent colorer leur abstention; mais ce prétexte ne peut plus être allégué aujourd'hui, car des précédents, dont l'un même est fort récent, ont établi qu'il n'y avait plus d'incognito à Rome pour les Princes et Princesses qui ont été reçus par le Pape avec les honneurs attribués à leur rang.

»En réponse aux lettres qu'il avait écrites à sa Court au sujet de l'arrivée de la Reine Christine, M. de Ludolf a été informé par le prince de Scilla que la Reine recevrait à Naples l'accueil qui lui était dû de la part du Roi, lequel comptait tellement sur la visite de sa sœur qu'il lui faisait préparer la palais de Chiajamone, ainsi qu'il le lui avait fait dire par la Reine-Mère dès la première nouvelle de l'arrivée de la Reine Christine à Marseille. M. de Ludolf s'est empressé d'aller faire part de ces dispositions de son Gouvernement à la Reine d'Espagne. Mais cette princesse, et surtout ses entours, ne semblent pas vouloir se contenter de ce qu'ils appellent «des insinuations vagues et

(1) La Belgique était à ce moment représentée à Rome par le comte d'Oultremont; le Brésil, par le chevalier S. Texeiro de Macedo, le Portugal, par le marquis de Lavradio, et le Mexique, par D. Manuel de Bonilla.

»indirectes» et paraissent vouloir faire une question de dignité
 »de l'abstention de Sa Majesté jusqu'à ce que une invitation for-
 »melle et autographe du Roi adressée à la Reine fût venue lui
 »faire oublier et l'attitude hostile de la Cour de Naples contre la
 »Régence et la froideur du Roi vis à vis de sa sœur depuis les
 »événements qui l'ont forcée à quitter l'Espagne.

»Quant à moi, j'avoue que je ne suis pas de cet avis. Tant
 »que rien n'était venu donner à la Reine l'assurance qu'elle serait
 »reçue à Naples comme il convient, je concevais parfaitement
 »qu'elle ne prît pas une initiative qui lui aurait donné l'apparen-
 »ce de solliciter un asile qu'on ne lui offrait pas et dont, après
 »tout, elle n'a pas besoin. Mais du moment qu'un représentant
 »du Roi son frère, vient le premier l'entretenir, après avoir pris
 »les ordres de son Gouvernement, du désir qu'on aurait de la
 »voir et l'informer des préparatifs qui se font pour sa réception,
 »je n'hésiterais pas à passer par dessus ce que cette démarche
 »peut avoir en effet d'incomplet et à mettre à profit cette ouver-
 »ture pour faire ne fût-ce qu'une visite de quelques jours à
 »Naples.

»Il ne faut pas se dissimuler que l'esprit de parti s'emparant,
 »dans un but odieux de calomnies, de certaines circonstances de
 »la vie privée de la Reine, cherche à dénaturer les fait qui se
 »rapportent à elle. On prétend que les Cours d'Italie se sont re-
 »fusées à la recevoir et que, si elle est venue à Rome, c'est faute
 »d'avoir pu se rendre ailleurs. Ces allégations sont sans doute
 »matériellement fausses, puisqu'il est constant au contraire que
 »les Cours de Sardaigne, de Toscane, et je puis même dire,
 »celle de Naples, ont fait connaître à Sa Majesté qu'elles étaient
 »prêtes à la recevoir en parente et en Reine. Mais le public n'est
 »pas dans le secret de ces manifestations confidentielles et si la
 »Reine persiste à ne pas aller à Naples, ou l'on soutiendra qu'elle
 »en a été repoussée, ou l'on accusera l'indifférence avec laquelle,
 »séparée depuis onze ans de sa famille et de sa mère et se trou-
 »vant à soixante lieues d'elles, elle s'est prévalu d'un défaut de
 »formes pour s'abstenir d'aller les voir. Or, la considération de
 »la Reine ne pourra que souffrir de l'une ou de l'autre de ces in-

»terprétations injurieuses, dont sa personne et son caractère sont
»l'objet.

»C'est principalement sous ce rapport que je me préoccupe de
»la position qu'elle semble vouloir prendre et que je regrette de
»voir les personnes qui l'entourent rattacher cette question toute
»personnelle à la politique et mettre en avant les prétendus mé-
»nagements que Sa Majesté doit conserver vis à vis des exigen-
»ces espagnoles, comme si l'on pouvait espérer quelque justice
»des gens qui gouvernent aujourd'hui à Madrid et comme si
»l'on ne devait pas s'attendre à ce qu'ils fassent à la Reine un
»crime de tous ses actes, quels qu'ils soient.

»J'ai causé longtemps de tout ceci avec le comte de Colombi
»en qui j'ai trouvé beaucoup d'irritation contre la Cour de
»Naples. Mais j'ai dû me tenir d'autant plus sur la réserve vis à
»vis de Sa Majesté que j'ai appris, de M. de Colombi, que le Pré-
»sident du Conseil avait conseillé à la Reine de ne pas aller à
»Naples, conseil qui eût été également le mien avant la commu-
»nication faite par M. de Ludolf et que j'ignore quels sont à cet
»égard les impressions actuelles du Gouvernement du Roi.

»Je viens de rendre à Votre Excellence un compte exact des
»miennes, qui me sont tout principalement dictées par le vif in-
»térêt que je porte à la personne de la Reine Christine, intérêt
»que je ne puis séparer de mon dévouement à notre famille Ro-
»yale, parmi laquelle on ne pourrait certainement que déplorer
»de voir se révéler un dissentiment aussi marqué que celui qui
»devrait nécessairement résulter entre le Roi de Naples et sa
»sœur du refus que ferait celle-ci de se rendre dans ses Etats
»après qu'elle a la certitude d'y être bien reçue. Sans doute l'in-
»vitation du Roi aurait pu être plus cordiale et il eût été à dé-
»sirer pour lui-même qu'il laissât paraître un peu plus d'affection
»fraternelle envers une Reine et une sœur malheureuse. Mais il
»n'est pas probable qu'aujourd'hui il revienne sur son attitude
»précédente et qu'il donne à son invitation la forme qu'on vou-
»drait lui voir prendre.

»Ce serait donc à la Reine à profiter des démarches faites vis
»à vis d'elle pour imposer silence à ses détracteurs et leur prou-

»ver qu'elle peut aller partout et que partout elle est bien
 »accueillie. C'est dans cet ordre d'idées que je voudrais égale-
 »ment, si la Reine se décide à passer quelque temps de suite à
 »Rome, la voir s'effacer moins qu'elle ne l'a fait jusqu'à présent.
 »Confinée dans un petit appartement d'auberge, elle n'est logée
 »d'une manière, ni commode, ni convenable, et se met ainsi dans
 »l'impossibilité de recevoir les témoignages d'intérêt que les
 »personnages les plus haut placés seraient disposés à lui donner.
 »Ses adversaires, et on en rencontre d'implacables jusque parmi
 »les membres les plus élevés du Corps diplomatique, en triom-
 »phent et attribuent cet isolement à des sentiments de répulsion
 »qui ne sont assurément pas réels, mais que l'on suppose exister,
 »et avec quelque apparence de raison.

»La Reine ne partage malheureusement pas là-dessus l'opinion
 »qu'on professe même autour d'elle. Heureuse de la liberté qu'elle
 »vient à peine de recouvrer, elle ne songe qu'à en jouir et vou-
 »drait mettre de côté ce que son rang lui impose encore d'entra-
 »ves, sans faire, peut-être autant qu'il conviendrait, la part de la
 »situation particulière dans laquelle la placent les antécédents de
 »sa vie et ce qu'elle se doit à elle-même en même temps qu'au
 »trône occupé par sa fille.

»M. de Ludolf continue à se montrer fort empressé vis à vis
 »de la Reine. Il n'est presque pas de jour qu'il n'aille lui faire sa
 »cour et se mettre à ses ordres, «obéissant en cela, m'a-t-il dit,
 »autant à son inclination personnelle qu'aux recommandations
 »de son Gouvernement». Mais Sa Majesté, tout en accueillant le
 »comte Ludolf avec politesse et bienveillance, persiste à décliner
 »l'action du Ministre de Naples, et c'est exclusivement à l'Am-
 »bassade de France qu'Elle s'est jusqu'à, présent adressée dans
 »toutes les occasions où elle a cru avoir besoin de son interven-
 »tion publique ou privée.»

Agréez, Monsieur le Ministre, etc...

Encouragé d'une part par le succès qu'il avait remporté en
 obtenant d'emblée l'audience que le Saint-Père avait sur sa
 demande accordé à la Reine, Latour-Maubourg, loin de se laisser
 décourager par les difficultés réelles et croissantes de la situation,

par les objections que Marie-Christine opposait toutes les fois qu'on tentait de lui faire admettre l'idée d'une excursion à Naples, avait au contraire cherché à tourner l'obstacle grâce à une combinaison que lui avait suggérée le duc de Montebello. D'autre part, en attendant la réponse de la Reine, réponse dont le sens ne faisait plus de doute pour lui, il lui avait rendu un nouveau service en manuvrant avec une si remarquable habileté que le Corps diplomatique tout entier avait dû se résigner à se faire présenter à l'ex-Régente, lors du bal qu'elle honora de sa présence à l'Ambassade de France.

Rome, 17 janvier, 1841 (1).

Monsieur le Ministre:

« J'ai mandé à Votre Excellence, dans mon rapport du 4 de ce mois, comment j'envisageais l'attitude prise par la Reine Christine vis à vis de la Cour de Naples. J'avais cru devoir en même temps faire informer confidentiellement M. le duc de Montebello (2) de cette circonstance afin qu'il sût à quoi s'en tenir à cet égard, s'il en entendait parler autour de lui. Frappé comme moi des résultats fâcheux que pourrait amener la froideur des relations qui tendaient à s'établir entre le frère et la sœur, il s'est occupé de son côté à changer la nature de ces relations et aura sans doute informé Votre Excellence des démarches qu'il a jugé à propos d'essayer dans ce but.

» Reconnaissant la difficulté, à peu près insurmontable, qu'il y aurait à obtenir du Roi l'invitation autographe, dont on semblait vouloir faire une condition *sine qua non*, il avait eu l'idée,

(1) *Rome*, volume 983. Direction Politique, N° 12, folio 19-24. Latour-Maubourg à Guizot, Rome, 17 janvier, 1841.

(2) Montebello (Napoléon, Lannes, duc de) (1801-1874) nommé Pair de France par Louis XVIII dès 1815, entré dans la Diplomatie sous la Monarchie de Juillet, il débuta par une mission à Copenhague (1833). Ambassadeur en Suisse (1836), à Naples (1838), Ministre des Affaires Etrangères (1^{er} avril-12 mai 1839), de nouveau à Naples (1839-1847), Ministre de la Marine (1847-1848), Représentant de la Marne à l'Assemblée Législative (1849-1851), Ambassadeur à Saint-Pétersbourg (1858-1864), Sénateur (1864), il rentra dans la vie privée après le 4 septembre 1870.

»qu'il m'a fait communiquer, de proposer à la Reine d'écrire, pour
 »le jour de sa fête qui tombait le 12 de ce mois, une lettre qui
 »n'aurait contenu que les félicitations habituelles en pareille
 »occasion, mais à laquelle on avait tout lieu de penser que le
 »Roi aurait fait une réponse qui renfermerait l'invitation désirée.,

»J'avais bien quelque difficulté, par les motifs que j'ai exposés
 »précédemment, à entretenir directement la Reine Christine de
 »cet objet. Cependant, comme l'idée de M. de Montebello me
 »paraissait bonne, je jugeai qu'il était au moins opportun que
 »Sa Majesté la connût.

»J'allai donc la lui soumettre et je fus dès lors amené à expli-
 »quer à Sa Majesté dans quel ordre d'idées, M. de Montebello et
 »moi, nous nous préoccupions de sa position vis à vis de la Cour
 »de Naples.

»Sa Majesté, après quelques paroles obligeantes sur les motifs
 »qui nous servaient de mobiles, voulut bien me dire que: «Quoi-
 »que assez blessée du peu d'empressement de son frère à son
 »égard, elle passerait cependant aisément par dessus cette consi-
 »dération à cause du grand désir qu'elle avait de revoir sa famille
 »et surtout la Reine-Mère, mais qu'elle était retenue par la
 »crainte de mécontenter en Espagne les hommes, même les plus
 »modérés, du parti constitutionnel en se rendant à une Cour où
 »l'on avait protesté contre la royauté de sa fille et où elle ren-
 »contrerait l'Infant Don Sébastien (1) qui avait pendant deux
 »ans servi sous les drapeaux de l'insurrection carliste et avec
 »lequel elle serait contrainte de vivre dans l'intimité; que cepen-
 »dant elle n'avait pas complètement renoncé au voyage de
 »Naples, surtout si la Reine-Mère ne venait pas la voir à Rome,
 »ainsi qu'elle le lui avait fait espérer; mais qu'elle n'était pas
 »décidée et attendait encore avant de prendre un parti». Quant

(1) Sébastien, Gabriel, Marie de Bourbon-Bragance (1811-1875), fils de l'Infant Don Pedro et de la Princesse de Beira, marié en 1832 à Marie-Amélie des Deux-Siciles (1818-1857), fille de François I^{er} Roi des Deux-Siciles, épousa en secondes noces, en 1860, l'Infante Marie-Christine, fille de l'Infant François de Paule, duc de Cadix, frère de Don Carlos.

»à l'expédient proposé par M. de Montebello, la Reine ne se
»soucie pas d'y avoir recours: «D'abord parce que, me dit-elle,
»son frère ni elle n'avaient jamais été dans l'usage de s'écrire à
»propos de leurs fêtes et que le Roi ne lui avait même écrit que
»deux fois pendant sa longue résidence en Espagne, et seulement
»dans des occasions solennelles; ensuite, que n'étant pas encore
»déterminée à se rendre à Naples, elle ne voulait pas, par une
»première démarche, provoquer, pour ainsi dire, de son frère, une
»invitation qu'elle n'accepterait peut-être pas».

«Ces raisons ne sont pas sans force et, tout en regrettant
»qu'elles n'aient pas été données dès le principe et qu'on s'en
»soit tenu à alléguer des griefs de susceptibilité personnelle ou
»les craintes d'augmenter les mauvaises dispositions de la Ré-
»gence de Madrid, j'ai dû reconnaître que la valeur d'arguments
»qui se rattachent à la situation politique de l'Espagne ainsi
»qu'aux propres sentiments de la Reine et à ceux du parti cons-
»titutionnel était tout autre que celle des motifs que jusqu'à pré-
»sent on avait mis en avant. Seulement, j'ai pris la liberté de
»faire observer à Sa Majesté qu'il serait bon que la Cour de Ma-
»drid fût exactement informée de ce qui en était afin qu'elle ne
»s'abusât pas sur les causes qui retenaient la Reine à Rome et
»qu'elle sût bien que son abstention se fondait plus sur des né-
»cessités politiques que sur des mécontentements personnels.

»Sa Majesté en est convenue avec moi et m'a paru disposée
»à donner ces détails à la Reine-Mère en la priant de les trans-
»mettre au Roi. De mon côté, avec la permission de la Reine,
»j'ai fait connaître à M. de Montebello le résultat de ma conver-
»sation avec Sa Majesté et je crois savoir que M. de Ludolf a
»également informé son Gouvernement de ce qu'il a appris de
»moi à ce sujet.

»J'espère qu'en en présence de ces explications disparaîtra
»le malentendu qui subsistait jusqu'à présent et que, si à Naples
»on est porté à juger sous un autre point de vue ce qui se rap-
»porte à la politique espagnole, du moins on tiendra compte à la
»Reine des difficultés de sa position et on voudra bien ne voir
»dans les mobiles qui la font agir qu'une erreur de l'esprit; si

»l'on veut, mais non une indifférence de cœur et un manquement
 »aux sentiments de famille.

»J'avais imaginé que, dès que les choses étaient ainsi établi-
 »es, peut-être la Reine pourrait-elle tenir la Légation de Naples
 »moins éloignée d'elle afin de témoigner publiquement qu'il
 »n'existait point entre Sa Majesté et son frère la froideur que l'on-
 »ce ne manque pas d'entretenir et d'exploiter. Je me hasardai à
 »soumettre cette observation à la Reine; mais Sa Majesté me ré-
 »pondit nettement qu'elle ne pouvait modifier en rien sa maniè-
 »re d'être sous ce rapport; que le Roi de Naples n'avait pas re-
 »connu la Reine Isabelle; qu'à son tour, elle ne reconnaissait pas
 »le Roi de Naples, ni ses représentants; que, toutes les fois que
 »le comte de Ludolf se présentait chez elle, elle le recevait à ti-
 »tre d'homme privé et d'ancienne conuaissance, mais qu'elle ne
 »savait, ni ne voulait rien savoir ce que c'était que le Ministre
 »de Naples à Rome. «C'est, ajouta-t-elle, par suite de cette pen-
 »sée, appliquée à toutes les Cours qui n'ont pas reconnu Isabel-
 »le II, qu'elle s'est refusée à traverser le Piémont et la Toscane,
 »bien que le Roi de Sardaigne et le Grand-Duc Léopold l'aient
 »fait inviter à se rendre dans leurs Etats, et si elle est venue à
 »Rome, c'est que le Chef du Gouvernement y a un double ca-
 »ractère et qu'elle se considère plutôt chez le Père commun des
 »fidèles que chez le Souverain temporel des Etats romains».

»Les membres du Corps diplomatique, qui s'étaient jusqu'à
 »présent abstenus d'aller faire leur cour à la Reine, ont modifié
 »leur attitude par suite d'une circonstance dont je dois compte
 »à Votre Excellence.

»Le 12 de ce mois, avait lieu un bal chez moi et Sa Majesté
 »avait daigné me promettre de s'y rendre. Il me parut dès lors
 »qu'il y aurait quelque chose d'inconvenant à ce que les Représen-
 »tants des Puissances vinssent à l'Ambassade de France et y
 »passassent la soirée en même temps que la nièce du Roi sans se
 »faire présenter à elle. Voulant toute fois prévenir tout froisse-
 »ment et toute compromission de la part de ceux de mes collé-
 »gues qui pourraient avoir, pour s'abstenir, des motifs que je ne
 »connaissais pas, je me suis rendu chez l'Ambassadeur d'Autri-

»che (1), doyen du Corps diplomatique, pour le prévenir de
 »l'honneur que la Reine voulait bien me faire et je le priai d'en
 »avertir les divers chefs de Legation qui, ainsi que lui, n'avaient
 »pas encore fait connaissance avec Sa Majesté, ajoutant que
 »quelque prix que je misse à recevoir ces Messieurs chez moi,
 »je considérerais leur venue à l'Ambassade comme incompatible
 »avec le système d'abstention qu'ils avaient jusqu'à présent sui-
 »vi; qu'ainsi, je regardrais tous ceux qui paraîtraient à l'Ambas-
 »sade dans la soirée du 12 comme décidés à changer de manière
 »d'être et à se faire présenter par moi à la Reine Christine.

»Le comte de Lützow n'hésita pas à me répondre que, quant
 »à lui, il n'avait aucune difficulté à suivre cette marche; qu'il
 »pensait comme moi relativement au défaut de convenance qu'il
 »y aurait à se rencontrer à l'Ambassade de France avec Sa Ma-
 »jesté sans se faire présenter à Elle et qu'il ne manquerait certai-
 »nement pas à ce devoir.

»Deux jours après, la veille du bal, il vint chez moi me dire
 »que les membres du Corps diplomatique avaient été unanime
 »pour envisager les choses au même point de vue que nous;
 »qu'ils viendraient donc tous. Et, en effet, pas un ne fit défaut,
 »et je les présentai successivement à Sa Majesté. Le lendemain,
 »ils se rendirent en personne chez elle; mais la Reine était sortie
 »et manqua par conséquent leur visite.

»La position n'en est pas moins aujourd'hui ce qu'elle devait
 »être et il m'a paru que Sa Majesté était satisfaite de la manière
 »dont elle s'était régularisée.

»Dans la conversation que j'eus à cette occasion avec le com-
 »te de Lützow, il voulut bien me donner, bien que je ne le lui
 »demandasse point des explications sur les motifs qui l'avaient
 »déterminé, lui et les autres représentants des Grandes Puissan-
 »ces, à ne pas faire acte de présence chez la Reine.

(1) Lützow (Rodolphe, comte de) (1779-1858), Ministre d'Autriche à Dresde (1812), puis à Turin; Ambassadeur à Rome (1824), il y resta jusqu'en 1848. Rappelé alors à Vienne, il quitta peu après le service et passa dès lors la plus grande partie de son existence à Rome où il se fit remarquer par ses largesses et ses charités, Mort à Monza.

»Selon lui, sa Cour n'ayant jamais eu de rapports avec la Ré-
 »gente d'Espagne, il n'aurait pas su quelle conversation avoir
 »avec la Reine, ni à quel trite lui demander d'être reçu. L'exem-
 »ple de Paris ne peut pas être cité: là, la Reine était Princesse
 »de la famille et les Agents diplomatiques ont été conduits en
 »corps chez Sa Majesté et présentés par le Ministre des Affaires
 »Etrangères; ici, rien de semblable. On n'eût pas même su si, de-
 »vant demander une audience, à qui, de l'Ambassade de France
 »ou de la Légation de Naples, il fallait s'adresser et, dans cette
 »situation, on a jugé à propos de se tenir à l'écart.

»Puisque ces explications m'étaient donnés, je ne pouvais me
 »dispenser d'y répondre, et cette réponse n'a pas été difficile.
 »J'ai fait remarquer à M. le comte de Lützow que, quels qu'eus-
 »sent été les rapports de sa Cour avec la Régente d'Espagne, ils
 »ne pouvaient avoir aucune influence sur une attitude actuelle à
 »l'égard d'une Princesse qui, par suite de son abdication, n'était
 »plus Régente d'Espagne, même à ses propres yeux, mais res-
 »tait toujours la veuve du Roi Ferdinand VII, la sœur du Roi de
 »Naples, la nièce du Roi des Français; que l'incertitude, dans la
 »quelle on avait pu être sur le choix de l'intermédiaire à prendre
 »pour obtenir audience, aurait promptement disparu, si on avait
 »bien voulu réfléchir que la Reine avait avec elle un chambellan,
 »auquel on devait régulièrement s'adresser plutôt qu'à l'une ou
 »l'autre des Légations de France ou de Naples; que cette marche
 »se présentait si naturellement à l'esprit que c'était elle qui avait
 »été suivie par le Ministre de Russie et les Chargés d'Affaires du
 »Brésil et du Mexique, sans s'imaginer qu'ils devaient avoir re-
 »cours à M. de Lüdolf ou à moi.

»Ces arguments sont sans doute péremptoires. Aussi M. de
 »Lützow ne chercha-t-il pas à les réfuter et ne poussa-t-il pas la
 »discussion plus loin. S'il eût dit le fond de sa pensée, il serait
 »convenu que les causes de son abstention étaient ailleurs et que
 »son attitude, ainsi que celle de ses collègues, leur était dictée
 »par l'esprit de parti qui rend la Reine Christine solidaire de
 »tous les actes impolitiques ou antireligieux qui se sont accom-
 »plis sous sa Régence et admet toutes les calomnies répandues

»sur sa vie privée. Ils ne songeaient pas qu'en affichant ainsi
 »leur éloignement pour cette Princesse, ils avaient l'air de don-
 »ner une leçon au Souverain-Pontife qui s'était montré moins
 »sévère et moins susceptible qu'eux. Quoi qu'il en soit, leur mau-
 »vais vouloir a bien manqué son but, car leur présentation à la
 »Reine en présence de toute la Société romaine et étrangère
 »réunie chez moi a beaucoup plus frappé l'attention que si elle
 »avait eu lieu en particulier chez Sa Majesté, et c'est, pour ainsi
 »dire, le public entier qui est devenu le témoin des hommages
 »que les plus récalcitrants ont rendus à l'ex-Régente d'Espagne.

»Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, etc., etc...»

Grâce à notre ambassadeur un grand pas avait été fait. La position de la Reine était désormais, comme il le disait à juste titre, ce qu'elle devait être. Son voyage à Naples devenait, il est vrai, d'autant plus problématique que le Roi, son frère, en dissuadant l'Infant Don Sébastien de donner suite à son projet de s'éloigner de sa Cour pendant toute la durée de la visite de Marie-Christine, avait bien marqué le peu de prix qu'il attachait à cette réunion de famille et au rétablissement de relations un peu plus cordiales. Il ne restait donc, pour imposer complètement silence à la médisance, qui ne manquait pas de faire remarquer que le Pape avait négligé de rendre à la Reine la visite qu'elle lui avait faite, qu'à profiter de l'arrivée et de la présence de Zea Bermudez, l'un des plus dévoués serviteurs et en même temps le conseiller le plus écouté de Marie-Christine, pour amener l'ex-Régente à consentir à la démarche qui devait, avant son départ de Rome, lui valoir une nouvelle audience du Saint-Père.

«Rome, 28 janvier, 1841 (1).

»Monsieur le Ministre:

»M: le chevalier de Zea Bermudez est arrivé depuis quelques
 »jours à Rome. J'ai causé à fond avec lui des intérêts de la Reine
 »Christine et je dois comte aujourd'hui à Votre Excellence des

(1) *Rome*, volume 983. Direction Politique N° 15, folio 31-33 1^{er} tour Maubourg à Guizot; Rome, 28 janvier, 1841.

» particularités que les circonstances et l'esprit de parti font ici
 » cette Princesse.

» Il est d'usage et dans les règles de l'Étiquette Pontificale que
 » le Saint-Père rend aux têtes couronnées la visite qu'il en reçoit.
 » C'est ainsi que les Papes en ont constamment usé vis des Souve-
 » rains venus à Rome, notamment Grégoire XVI vis à vis de la Rei-
 » ne douairière de Sardaigne (1), dont la position, depuis la mort
 » du Roi Charles-Félix, est identique à celle de la Reine Christi-
 » ne d'Espagne. Cependant, jusqu'à présent, le Saint-Père s'est
 » abstenu. Dans les premiers moments, cette dérogation à l'usage
 » pouvait s'expliquer par la rigueur de la mauvaise saison qui
 » interdisait au Pape de sortir du Vatican; mais le prétexte ayant
 » cessé par le retour d'un temps plus favorable et la même réser-
 » ve continuant à être observée, j'ai commecé à soupçonner
 » qu'elle était calculée, et je m'en serais immédiatement assuré
 » si, connaissant la prochaine arrivée de M. de Zea et la confian-
 » ce que lui accorde Sa Majesté, je n'avais préféré m'entendre
 » préalablement avec lui.

» C'est ce que j'ai fait á notre epremière entrevue et, M. de Zea
 » ayant pensé avec moi qu'il n'y avait nul inconvénient à éclair-
 » cir les doutes que donnait l'attitude gardée à l'égard de la
 » Reine, j'ai abordé ouvertement la question près du cardinal
 » Lambruschini, tout en ayant soin de lui dire dès le commen-
 » cement de notre conversation, que je venais officieusement cau-
 » ser avec lui d'un objet au sujet duquel je n'avais aucune commis-
 » sion et dont je n'étais chargé par personne de l'entretenir.

» La réponse du Cardinal a été curieuse et m'a confirmé dans
 » ce que je savais déjà du mécontentement qu'avait causé
 » à un certain parti l'accueil fait par le Pape à la Reine Christi-
 » ne. Il m'a avoué que le Gouvernement Pontifical avait reçu à
 » ce sujet tant d'observations diverses, tant de reproches même,
 » qu'il lui avait bien fallu les prendre en considération. Il est donc
 » vrai que c'est à dessein que le Pape me rend pas la visite à la

(1) Marie-Christine des Deux Siciles, fille de Ferdinand I^{er} et de Ma-
 rie-Caroline, mariée en 1806 au futur Roi Charles-Félix.

»Reine. On veut témoigner par cette différence de traitement
 »que le Saint-Siège n'a pu voir avec indifférence de nom de la
 »Régente placé au bas d'actes contraires aux intérêts de l'Eglise
 »espagnole, hostiles même à ceux de la Religion et, si la charité
 »ordonne de penser (comme je n'ai pas manqué de le faire re-
 »marquer) que la Reine Christine n'a été, en signant ces actes,
 »que l'instrument passif de gens qui violentaient sa volonté, si
 »elle-même déplore autant que personne la nécessité, à en plus
 »d'une occasion elle s'est vue réduite, du moins aurait-elle dû le
 »faire connaître au Saint-Père et lui témoigner directement sa
 »douleur et ses regrets.

»Or, aucune manifestation n'est venue de sa part à ce sujet.
 »C'était là une ouverture que j'ai cru devoir saisir. J'ai demandé
 »au Cardinal si, dans le cas où la manifestation, à laquelle il
 »faisait allusion, aurait lieu, l'attitude du Saint-Père vis à vis de
 »la Reine changerait et si l'on compterait s'en prévaloir pour
 »expliquer ce changement vis à vis de gens dont on croyait
 »avoir à ménager la susceptibilité.

»Tout en me répondant qu'il ne s'agissait pas de publicité et
 »que ce qu'on souhaitait au Vatican voir s'effectuer n'était pas
 »destiné à servir d'aliment aux Gazettes, Son Eminence m'a ce-
 »pendant amené à penser, par le vague de ses paroles, qu'en
 »supposant que le Pape, après cette démarche de la Reine, se
 »mît en règle vis à vis d'Elle, on ne manquerait pas, pour justi-
 »fier ce fait, de se faire une arme près des opposants d'une dé-
 »marche qui cesserait ainsi d'être confidentielle pour acquérir
 »au moins une demi-publicité et qui revêtirait dès lors un carac-
 »tère trop compromettant pour qu'il puisse être question d'une
 »communication écrite. Tout au plus la Reine pourrait-elle, dans
 »une audience particulière qu'elle solliciterait de Sa Sainteté,
 »non plus à titre de Reine, mais en qualité de Princesse catho-
 »lique, exprimer verbalement au Pape ce qu'on attend d'elle et,
 »ce qu'à vrai dire, il eût peut-être été désirable qu'elle exprimât
 »dès sa première entrevue.

»C'est ce dont nous sommes tombés d'accord, M. de Zea et
 »moi. Il se chargera en conséquence de préparer Sa Majesté à la

»démarche qu'on souhaite de sa part et dont il ne conteste pas
 »la convenance dans la forme que je viens d'indiquer; mais afin
 »d'ôter à cette déclaration même toute apparence solennelle, il
 »a été convenu entre nous que lui seul s'occuperait de solliciter
 »une nouvelle audience du Saint-Père, si Sa Majesté adhère aux
 »observations qu'il compte lui soumettre à cet égard. Il reste à
 »savoir si, au Vatican, on se tiendra satisfait d'une communica-
 »tion faite ainsi. Mas, quoiqu'il en soit, la Reine ne peut sans
 »inconvenient grave aller au delà et personne, je pense, ne serait
 »disposé à le lui conseiller. Après tout, l'important était que la
 »Reine Christine fût reçue par le Saint-Père, ainsi qu'elle l'a été.
 »C'est là le fait dominant dont il était intéressant de pouvoir pré-
 »senter l'accomplissement à l'Opinion Publique. Le reste n'est
 »plus qu'un détail et, tout en désirant que les choses s'arrangent
 »de façon à ce que les ennemis de la Reine ne puissent tire-
 »parti contre elle d'aucune circonstance, même secondaire,
 »j'avoue cependant que je n'attache pas assez de gravité à l'inci-
 »dent que je discute aujourd'hui pour souhaiter un changement
 »d'attitude au prix de la moindre concession compromettante.

»Le voyage de la Reine à Naples me semble plus que jamais
 »problématique. Il paraît que l'Infant Don Sébastien avait eu de
 »lui-même la pensée de s'éloigner de la Cour, si la Reine Chris-
 »tine y paraissait, de ne point s'y montrer tant que se prolonge-
 »rait le séjour de Sa Majesté. C'eût été faire disparaître le prin-
 »cipal obstacle; mais il nous est revenu que le Roi, consulté à ce
 »sujet par l'Infant, l'a dissuadé d'en agir ainsi, et la Reine, infor-
 »mée de cette circonstance, n'y verra sans doute pas un encou-
 »ragement à papasser par dessus les procédés dont son frère a
 »jusqu'à présent usé vis à vis d'elle.

»Cette situation vis à vis de sa familia donne, je crois, de véri-
 »tables soucis à Sa Majesté. Partagée entre le désir qu'elle aurait
 »de revoir les siens, surtout la Reine-Mère, et la nécessité de ne
 »pas perdre de vue les graves considérations qui lui font une loi
 »de ne pas compromettre la position de sa fille ainsi que son
 »propre avenir en Espagne, quelque fois elle se révolte contre
 »cette nécessité et proteste que, quoiqu'il arrive, elle ne veut

» plus du pouvoir et ne rentrera plus dans les affaires; puis, cécé-
 » dant ensuite aux objections qui lui sont faites et dont elle ne
 » peut méconnaître l'importance, elle retombe dans une perple-
 » xité dont les traces ne sont souvent que trop visibles. Mais l'es-
 » prit de parti me lui tient pas compte de ce que cet état a de
 » cruel et loje me suis aisément aperçu, dans ma conversation
 » avec le Cardinal Lambruschini, qu'on avait exploité jusqu'aux
 » détails de la vie privée de la Reine pour lui nuire dans l'esprit
 » du Saint-Père.

» Au milieu de son entretien, Son Eminence l'a interrompu
 » pour me demander, sans autre préparation, si la Reine était
 » mariée. Et sur ce que je lui répondis que je le croyais, mais
 » n'en savais rien, il a repris avec assez d'amertume que lui aussi
 » voudrait le croire, mais qu'il savait que la Reine l'avait nié. Et
 » comme je me récriais sur l'invraisemblance d'une pareille déné-
 » gation, il m'a répliqué qu'il en était sûr et qu'en présence de
 » l'existence d'enfants (1), dont la naissance, dit-il, es de noto-
 » riété publique, le fait devenait un scandale public dont le Saint-
 » Siège ne pouvait s'empêcher de tenir compte.

» Je n'ai pas besoin d'exposer à Votre Excellence les considé-
 » rations à l'aide desquelles j'ai repoussé une semblable thèse sur
 » laquelle, à vrai dire, mon interlocuteur n'a pas beaucoup insisté;

(1) Plusieurs enfants étaient déjà nés à ce moment du mariage mor-
 ganatique de la Reine Christine avec Muñoz, mariage qui remontait à 1833.
 C'étaient:

- 1.^o Maria de los Desamparados, princesse del Amparo, comtesse de Vista Alegre (1834-1864), mariée en 1855 au prince Ladislas Czartoryski;
- 2.^o Agostin, duc de Tarancon;
- 3.^o Fernando-Maria, duc de Tarancon, marié à Elisa Quiros de Campo Sagrado;
- 4.^o Maria de los Milagros, marquise de Castillejo, mariée en 1856 au prince Philippe del Drago;
- 5.^o Maria-Christina, marquise d'Isabella, vicomtesse de la Dehesilla mariée en 1860 à José Quiros, marquis de Campo Sagrado.

Deux enfants naquirent encore postérieurement su voyage d'Italie. Ce sont:

- 6.^o Juan-Baptista-Maria de la Guardia, duc de Montmorot, comte del Recuerdo (août, 1841-1863), etc.
- 7.^o José-Maria, comte de Grazia (1846-1863).

» mais j'en suis à m'étonner qu'en présence des dispositions qui
 » se révèlent aujourd'hui, on ait consenti à recevoir Sa Majesté et
 » je ne puis que me féliciter que l'audience du Saint-Père ait été
 » demandée et obtenue assez promptement pour que ces disposi-
 » tions malveillantes n'aient pas eu le temps de se développer.
 » Car je suis convaincu qu'aujourd'hui, en l'état où sont les es-
 » prits, l'audience serait refusée et sous ce rapport, je m'applau-
 » dis de la célérité et du secret avec lequel s'est effectué le
 » voyage de Sa Majesté à Rome.

» Agréez, Monsieur le Ministre, etc., etc. »

Avant même que ce rapport de Latour-Maubourg fût arrivé à Paris, Guizot avait profité de l'expédition d'une Note du Département en date du 5 février pour faire savoir à l'Ambassadeur que le Roi le chargeait de lui exprimer sa satisfaction du tact et de l'habileté dont il venait de faire preuve dans des circonstances, dans lesquelles la moindre maladresse pouvait tout gâter.

« La réception, lui mandait Guizot (1), que la Reine Marie-Christine a reçue du Pape, a été ce qu'elle devait être et le Roi en a été très satisfait. Il ne l'est pas moins de votre empressement à rendre à Sa Majesté tous les services qui dépendent de vous. Quant à la répugnance que Sa Majesté montre à se rendre à Naples avant d'avoir reçu du Roi, son frère, une invitation directe et formelle, je ne pense pas qu'il convienne à cet égard d'insister plus que vous ne l'avez fait... »

Lorsque cette Note parvint à Latour-Maubourg, la recommandation qu'elle lui apportait était sur le point de devenir inutile. La Reine Christine n'avait plus aucun motif de se rendre à Naples.

Rome, 18 février, 1841 (2).

« ... Sa Majesté la Reine-Mère de Naples (3) est arrivée dans le courant de la semaine dernière. Le but du voyage de Sa Ma-

(1) *Rome*, volume 983, N^o 64, folio 49. Département à Latour-Maubourg. Paris, 5 février, 1841.

(2) *Rome*, volume 983. Direction Politique, 20, folio 65. Latour-Maubourg à Guizot. Rome, 18 février, 1841.

(3) Marie-Isabelle de Bourbon, veuve du Roi François Ier, des Deux-

»jesté est de revoir sa fille, la Reine-Mère d'Espagne, laquelle se
 »trouve on ne peut plus heureuse du témoignage d'affection de
 »la par de son Auguste Mère.

»L'arrivée de cette princesse à Rome a donné lieu à une me-
 »sure qu'on a fort diversement interprétée. Le baron de Sch-
 »mucker, dont Votre Excellence connaît sans doute les antécé-
 »dents près de la Reine-Mère (1), se trouvait à Rome depuis
 »quelque temps pour être plus à portée de soigner ses intérêts de
 »fortune dans le royaume de Naples, dont l'entrée lui est inter-
 »dite. En même temps que le voyage de la Reine a été annoncé,
 »le baron a été invité par le Gouvernement romain, à l'instiga-
 »tion de la Cour de Naples, à s'éloigner de Rome pour quinze ou
 »vingt jours, et il a dû effectivement se rendre à Civitavecchia.
 »Cette espèce d'expulsion a donné lieu à des commentaires
 »qu'il eût peut-être été plus sage à la Cour de Naples d'éviter, en
 »semblant ignorer la présence de M. de Schmucker à Rome, ou
 »du moins en se bornant à lui faire faire, sur la convenance de
 »son éloignement momentané, des insinuations confidentielles
 »plutôt que de provoquer l'action ostensible du Gouvernement
 »Pontifical».

La Reine Christine n'avait rien à voir dans cet incident, qui eut peut-être toutefois l'avantage pour elle d'attirer l'attention d'un autre côté. Quelques jours plus tard après avoir été cependant requise une fois encore en audience par le Souverain-Pontife, elle quittait Rome pour continuer, naturellement sans aller rendre visite à son cher frère, son voyage en Italie.

Sicules (1789-1848), fille du Roi Charles IV. Elle épouse, en 1839, le colonel del Balzo, des ducs de Presenzano.

(1) Agent secret de Metternich, Edouard-Pierre Schmucker avait si bien réussi à capter la confiance de la Reine Marie-Isabelle qu'après être devenu son amant, il exerça sur elle une domination absolue et lui arracha sans peine tous les secrets, tant de famille que de politique, que le Chancelier d'Autriche et Lebzeltern avaient si grand intérêt à connaître. Un fils était né du commerce de la Reine avec l'espion autrichien.

Rome, 28 février 1841 (1).

«Sa Majesté la Reine Marie-Christine d'Espagne quitte Rome
 »cette semaine en même tempe que la Reine, sa mère, reprendra
 »la chemin de Naples. Sa Majesté se dirige par Bologne, Venise,
 »Milan et Turin pour de là se rendre à Lyon, où elle parait avoir
 »le projet de résider, du moins momentanément. Elle a été reçue
 »mercredi dernier (2), en audience privée par le Saint-Père qui
 »lui a donné l'absolution des censures canoniques encourues
 »pour certains actes de sa Régence. Ce résultat, également satis-
 »faisant pour la Reine et pour le Saint-Père, n'a été obtenu qu'à
 »la suite d'une longue négociation conduite avec prudence et
 »habileté par M. de Zea Bermudez et au sujet de laquelle je me
 »réserve de donner à Votre Excellence des détails intéressants à
 »connaître.

»J'ai écrit notre Consul Général à Milan et à notre Chargé
 »d'Affaires à Turin pour les prévenir de l'arrivée prochaine de
 »Sa Majesté dans leurs résidences et je délivrerai des passeports
 »aux personnes qui composent la suite, si cette formalité est exi-
 »gée, comme j'ai lieu de le croire, par M. l'Ambassadeur d'Au-
 »triche, qui trouvera sans doute des difficultés à viser des passe-
 »ports délivrés par des autorités espagnoles et qui ne sont pas
 »revêtus du visa de M. le comte d'Apponyi.

»Une quinzaine de jours plus tard, le 16 mars 1841, Guizot
 »ajoutait un dernier mot:

»Nous avons appris avec satisfaction, mandait-il à Latour-
 »Maubourg, les bons procédés dont la reine Marie-Christine a su
 »à se louer de la part du Pape, lors de son départ pour la France.»

Le reste du voyage de la reine réservait en revanche plus
 d'une surprise à notre ministre des Affaires Etrangères et à nos
 agents en Italie.

(1) *Rome*, volume 983. Direction Politique, N° 21, folio 63. Latour-
 Maubourg à Guizot. Rome, 28 février, 1841.

(2) Le 24 février.

«Je reçois à l'instant, écrit de Turin, le 9 mars 1841 (1) le Comte Eugène Ney (2) à Guizot», de M. le Comte de la Tour-Maubourg et de M. Denois (3) l'avis que la reine Marie-Christine d'Espagne doit arriver à Turin vers le 25 de ce mois. M. Denois est allé à Venise à sa rencontre et il doit me tenir au courant des progrès du voyage de Sa Majesté. Je viens donc prier Votre Excellence de vouloir bien me donner ses ordres relativement à la conduite que je devrai tenir à l'arrivée de Sa Majesté dans les Etats Sardes...»

La Reine avait en effet modifié tout d'un coup ses projets, et la dépêche que Bellocq (4) adressait le 10 mars 1841 de Florence à Guizot, va nous en faire connaître les motifs réels et apparents de ces changements.

«L'espoir qu'on avait conçu de voir la Reine Marie Christine à la cour de Florence s'est entièrement évanoui... Sa Majes-

(1) Archives des Affaires Étrangères. Turin, volume 315. Direction politique N. 21, folio 61.

(2) Ney (Eugène, comte) (1806-1845) troisième fils du Maréchal Attaché à Nauplie (5 décembre 1833), secrétaire par intérim à Rio de Janeiro (19 juin 1837), secrétaire sur place (4 mars 1839), à Turin (1840) où il passa premier secrétaire (29 juillet 1842) après y avoir rempli les fonctions de Chargé d'Affaires pendant l'absence du Marquis de Dalmatie.

(3) Denois (Étienne, Henri, Ferdinand, baron), né en 1792, Attaché aux Affaires Étrangères et envoyé en mission en Suisse (1811) accompagne le Ministre pendant la campagne de Russie (1812), envoyé en mission en Suède en 1813, fait prisonnier à Weissenfels (1813), envoyé en mission au Congrès de Prague (1813), en mission après du Général Dombrowski (décembre 1813), Attaché au Cabinet du comte de Jaucourt (1814), en mission à Vienne (1815), attaché au Cabinet (1815) en mission à Naples (mars-avril 1816), en Mission à Rome (mars-août 1819), Chef de Cabinet (novembre 1819), Consul Général à Milan (août 1829), à Venise (mars 1851), Envoyé en mission à Vienne (1853).

(4) Bellocq (Louis, Pierre, Vincent, Castor, Gabriel), Attaché aux Affaires Étrangères (1807), 3^e secrétaire à Madrid (13 août 1814), 2^e secrétaire sur place (25 juin 1817), 1^{er} secrétaire sur place (23 juin 1821), à la Haye (31 mars 1824), à Rome (2 septembre 1827), Ministre à Hambourg (31 décembre 1827), à Florence et à Lucques (7 octobre 1833), Ministre Plénipotentiaire à Florence (14 août 1841), mis à la retraite (6 août 1845), rentré dans la carrière et nommé Ministre Plénipotentiaire à Bruxelles (6 avril 1848), mort à Paris le (9 avril 1853).

té (1) a quitté Rome le 3 de ce mois, en se dirigeant sur Venise d'où l'on pense qu'elle se rendra en Suisse ou en France. Des correspondances confidentielles ont donné pour cause de ce départ subit les difficultés élevées contre l'acquisition que Sa Majesté se proposait de faire d'un domaine, auquel était annexé le titre de Marquis ou de Duc et dont elle désirait transmettre la propriété à un serviteur dévoué (2).

Il paraîtrait que le Pape aurait refusé l'autorisation. Mais le motif apparent de l'éloignement de la Reine n'est attribué qu'à l'allocution, que le Saint-Père a prononcée dans le Consistoire du 1^{er} Mars relativement aux affaires de l'Église en Espagne. Cet acte solennel n'a pas manqué de réveiller en Toscane les espérances du parti apostolique qui compte sur les embarras que la Censure du Souverain Pontife doit provoquer à la Régence actuelle de Madrid...» (3).

Il fallait donc s'occuper, sans plus tarder, des mesures à prendre en vue d'une arrivée, dont la date n'était, il est vrai, pas fixée, mais dont il importait d'autant plus d'entretenir le Cabinet Sardes, qu'on avait tout lieu de redouter les dispositions, plutôt hostiles, du Comte Solaro della Margarita et de prévenir de cette façon des incidents désagréables et qui pouvaient même avoir des conséquences assez graves. Eugène Ney avait eu la prudence de ne rien négliger.

(1) «Les fêtes du carnaval sont très brillantes à Rome. La reine douairière de Sardaigne Marie Christine (la veuve de Charles Félix, l'une des filles de Marie Caroline, par conséquent la tante de Marie Christine), la Reine-mère Marie Isabelle des Deux Siciles (la belle-mère de Marie Christine) et le Reine Marie Christine d'Espagne les ont honorées de leur présence en février 1841» (Comandini *l'Italia nei cento Anni del Secolo XIX*).

(2) Il s'agit là de Muñoz (Fernando) (1808-1873) qui s'était engagé dans l'armée espagnole et servait dans les *Alabarderos*. Sa belle prestance le fit remarquer par la Reine-Christine qui l'épousa secrètement le 25 décembre 1833, moins de trois mois après la mort de Ferdinand VII. Le mariage célébré religieusement le 28 décembre 1843, ne fut consacré publiquement que le 13 octobre 1844 après la rentrée en Espagne de la Reine Muñoz fut alors gratifié du titre de duc de Rianzares. A l'occasion des mariages espagnols, Louis-Philippe le créa duc de Montmorot par lettres patentes du 1^{er} avril 1847.

(3) Allusion à la Régence d'Espartero.

«Je m'étais déjà rendu chez M. de la Marguërite (1), il y a déjà deux jours, pour lui demander s'il avait connaissance du projet de Sa Majesté la reine d'Espagne de venir à Turin; mais il m'avait dit ne pas en avoir entendu parler. Je l'ai entretenu de nouveau hier, et il m'a répondu qu'il n'avait eu connaissance de ce voyage que par les journaux de Rome, qui annonçaient le départ de la Reine pour le Nord de l'Italie. Je lui ai fait part de l'avis que m'avait donné M. le Comte de la Tour Maubourg, et lui ai dit aussi que l'on m'avait écrit que la Reine Marie Christine ne se rendait ici que sur l'invitation expresse du Roi de Sardaigne.

»S'il faut en croire M. de la Marguerite, cette nouvelle, que je tiens cependant de M. Denois, ne serait pas exacte. M. de la Marguerite m'a répondu en effet qu'il n'avait rien écrit au Ministre de Sardaigne à Rome qui eut trait à cela et que le Roi n'avait fait aucune communication de ce genre à la Reine.

»Quand Elle était à Marseille, a ajouté M. de la Marguerite, Elle a demandé à notre Consul si cela nous gênerait qu'Elle traversât les Etats Sardes, et celui-ci a répondu que nous n'y mettions pas d'obstacle. Elle a changé d'avis alors et depuis Elle ne nous a fait adresser aucune demande. Nous n'étions pas en assez bons termes avec Elle, lorsqu'Elle était Reine d'Espagne, pour que nous devions en changer maintenant. Nous ne pouvons pas assurément mettre de l'empressement à la recevoir. Notre conduite n'aurait pas de nom. Si Elle vient, Elle sera reçue avec les égards auxquels Elle a droit. *Avec politesse*, a-t-il ajouté en insistant sur ce mot. Mais pourquoi passe-t-elle par ici?».

«On m'écrit, ai-je répondu, qu'Elle se rend en France. C'est le chemin de passer par le Mont-Cenis».

«Je croyais, reprit le Ministre, qu'Elle allait au château de Prangins. Par le Simplon, ce serait plus court. Il ne faut pas qu'Elle s'attende à être reçue comme une Reine; car c'est cela qui l'a

(1) Turin, volume 315. Direction Politique, N. 22. Eugène Ney à Guizot. Turin, 12 mars 1841; folios 65-67.

empêchée d'aller à Naples. Elle voulait y être considérée comme Reine Régnante et non comme Reine Douairière.

»Quant à cela, ai-je répondu, vous ne serez pas embarrassé puisqu'Elle voyage *incognito* sous le nom de Comtesse de Vista Alegre».

«Si Elle vient, a repris le Ministre, Elle sera reçue avec politesse, mais Elle ne nous a informé de rien. Je ferai néanmoins, donner les ordres nécessaires aux frontières pour la douane et les chevaux de poste.»

«Il résulte de tout ce qui précède que le gouvernement Sarde tiendrait à ne pas voir la Reine d'Espagne traverser Turin et surtout y séjourner. Depuis ce que m'avait écrit M. Denois, je pensais que la réception se ferait d'une manière convenable. Aujourd'hui je crain drais qu'il n'en fût autrement.

»Les dispositions maveillantes de M. de la Marguerite à l'égard de la Reine m'étaient bien connues, mais je pensais qu'elles auraient pu être tempérées par celles du Roi. Je vois malheureusement qu'il n'en est rien, et si Sa Majesté la Reine tient à venir à Turin, je crois qu'Elle fera bien de ne pas s'y arrêter. Je ne crois pas non plus qu'Elle puisse être l'objet d'aucune insulte. Cependant il faut tout prévoir. Cette viller enferme bon nombre de Carlistes et de gens qui leur sont dévoués et forts de la sympathie de ce Gouvernement, peut-être pourraient-ils se permettre quelque inconvenance qu'il est inutile de venir braver d'une manière toute gratuite. Je vais écrire dans ce sens au baron Denois, qui doit se trouver encore à Venise et lui faire connaître franchement la position des choses, afin qu'il puisse la faire apprécier à la Reine Christine. Puisqu'on veut se borner à la traiter avec politesse — et encore faut-il savoir quelle politesse — il me semblerait bien plus convenable de prendre une autre route, ou que la Reine se contentât de coucher à Turin.»

Turin, 17 mars 1841.

«S. M. la Reine d'Espagne n'était pas encore arrivée à Venise le 12 de ce mois et n'y était plus attendue que vers le 15. Son intention paraît être de visiter sur sa route Padoue, Venise, Bres-

cia, et peut être le lac de Côme. J'ai donc lieu de croire qu'Elle aura peine d'arriver avant la fin du mois (1).

«... La Reine d'Espagne est arrivée le 15 à Venise. On n'a ni envoyé au-devant d'Elle à Fusina (2), ainsi qu'on l'avait fait pour la Grande-Duchesse Hélène (3) et pour le Duc de Bordeaux, ni placé de garde d'honneur à l'hôtel où Elle est descendue, ni chargé qui que ce soit de la recevoir et de l'accompagner.—Sa Majesté paraît avoir l'intention de passer 7 ou 8 jours à Venise, d'où Elle se dirigera sur Milan» (4).

La Reine, qui avait manifesté de la manière la plus formelle son intention de garder le plus strict incognito, n'avait en effet été reçue à Fusina que par Galloni d'Istria, notre Consul à Venise, et par Denois, venu à cet effet de Milan. Mais dès le lendemain le Gouverneur des Provinces Vénitiennes avait été rendre ses devoirs à Sa Majesté à l'hôtel du «Lion Blanc», sur le Grand Canal, où Elle était descendue.»

«Simple visite de politesse, ajoute Denois, puisque le Comte de Spaur n'avait pas revêtu l'uniforme de Gouverneur, mais simplement celui de Chevalier de Malte.»

Le Vice-Roi (5) avait, il est vrai, espéré tourner la difficulté en se trouvant hors de Venise à ce moment; mais la Reine

(1) Turin, volume 315, Directio Politique N, 23. Eugène Ney à Guizot. Turin, 17 mars 1841; fol. 102.

(2) A l'embouchure du Canale Brenton.

(3) Grande-Duchesse Hélène Pavlovna, Frédérique, Charlotte, Marie Fille du Prince Paul de Wurtemberg (1807-1873). Elle avait épousé en 1824 le Grand-Duc Michel Pavlovitch (1798-1849).

(4) Turin, volumen 315. Direction Politique, N. 24. Eugène Ney à Guizot. Turin, 20 mars 1841; fol. 104.

(5) Archiduc Renier, Joseph, Jean, Michel, François, Jérôme (1783-1853) l'un des fils de l'Empereur Léopold II et de Marie Louise d'Espagne, passionné pour l'histoire naturelle et surtout pour la botanique, exerça depuis les derniers mois de 1814 jusqu'au mois de mars 1848 les fonctions de Vice-Roi du royaume Lombard Vénitien. Il se retira alors à Botzen; ne prit plus part à la vie publique et se consacra exclusivement à ses études favorites.

d'Espagne était malheureusement arrivée avec un retard de plusieurs jours, de sorte qu'à son retour, le 16 au soir, il lui fallut bien, bon gré mal gré, envoyer le Grand-Maitre de sa maison, le Comte de Meraviglia s'enquérir du jour et de l'heure où Elle voudrait bien le recevoir.

«La Reine s'est jusqu'ici refusée de fixer le moment de cette visite, écrivait Denois». En effet, Marie Christine était si peu pressée de se rendre à un désir qu'on avait tant tardé à lui manifester, que le lendemain 18, le Comte Meraviglia pria Galloni d'Istria de l'informer si Sa Majesté pourrait recevoir le Vice-Roi le lendemain 19, à 1 heure.»

Et notre Consul ajoute: «Sa Majesté a répondu affirmativement.»

Accompagné d'un seul chambellan, le Comte Hardegg, l'Archiduc resta une demi-heure chez la Reine. La glace était désormais rompue et dans des conditions qui ne pouvaient que donner toute satisfaction à Marie Christine, si bien même que, le 21, lorsqu'accompagnée de Denois et de Galloni, elle se rendit au Palais Ducal, dans la gondole consulaire de Francia, elle n'eut plus rien à désirer. Elle fut en effet reçue non seulement par l'Archiduc qui vint au devant d'Elle jusqu'au bas de l'escalier, suivi par les Archiduchesses, ses filles mais encore par la Vice Reine (1), elle-même qui l'attendait sur le palier du grand escalier et qui, pour essayer de se faire pardonner la façon dont elle avait feint d'ignorer sa présence à Venise, se rendit chez Elle le 22 et se répandit en protestations de toutes sortes.

Le jour même, où Ney rendait compte de l'accueil assez froid dans le principe que lors de son arrivée à Venise, on avait fait à la Reine Christine, le Département (Paris, 20 mars 1841, folio 105) répondait à ses deux premières dépêches:

(1) L'Archiduc Renier avait épousé en 1820 Marie Elisabeth de Savoie-Carignan (1800-1856), soeur du Roi Charles-Albert. L'une de ses filles Marie Adélaïde devint en 1842 la femme de Victor-Emmanuel II, son cousin germain.

«Je savais déjà que les dispositions de la Cour de Sardaigne étaient peu favorables à la Reine Marie Christine. Mais j'ai peine à supposer que cette princesse, si Elle donnait suite à son projet de passer par Turin, n'y fût pas reçue avec tous les égards dus à son rang et à sa position. Dans le cas où Elle s'y rendrait effectivement, vous devriez vous mettre entièrement à sa disposition et lui rendre tous les services qui dépendent de vous.»

En attendant, et tandis que la Cour de Turin s'abstenait encore de faire connaître ses décisions, on avait eu des scrupules, ou des remords à Vienne, et l'Archiduc Renier allait tout mettre en œuvre pour faire oublier à Milan, à Marie Christine les incorrections qu'on regrettait maintenant de s'être permis pendant les premiers jours de son séjour à Venise.

«Sa Majesté la Reine d'Espagne, mandait en effet Eugène Ney à Guizot, de Turin le 30 mars 1841 (1), est arrivée le 29 à Milan et est descendue à l'auberge (Hôtel de la Ville), où un poste d'honneur avait été placé pour Elle. Sa Majesté s'est rendue le soir au Théâtre de la Scala qui depuis quelques jours était déjà fermé, mais où l'on a improvisé un espèce de spectacle pour Elle.

La Reine devait recevoir le 30 les autorités civiles et militaires, Sa Majesté, dont l'intention est de séjourner quelque temps à Milan, ne compte pas quitter cette ville avant la moitié d'avril à moins de circonstances imprévues.»

Marie Christine, malgré le bon accueil qu'on lui avait fait à Milan, avait pourtant, on ne sait trop pourquoi, modifié ses projets et abrégé sensiblement son séjour dans la capitale de la Lombardie.

«Sa Majesté la Reine d'Espagne, lit-on en effet dans la dépêche d'Eugène Ney, en date de Turin le 3 avril 1841 (2), est par-

(1) Turin, volume 315, Direction Politique N. 29, folio 131.

(2) Turin, volume 315, Direction Politique, N. 30, folio 149.

tie hier de Milan pour se rendre à Côme. Elle entrera en Piémont par Novare et viendra à Turin, où Elle compte, à ce qu'il paraît, ne rester que pour y coucher. M. Denois, qui me donne ces nouvelles, ne peut pas encore m'indiquer le jour de l'arrivée de Sa Majesté à Turin.»

Le moment critique approchait. L'arrivée de Marie Christine dans les Etats de Charles-Albert n'était plus désormais qu'une question de jours, et non seulement la Cour de Turin n'avait pris aucune résolution, n'avait arrêté aucune mesure, mais on avait, laissé courir toutes sortes de bruits qui paraissaient malheureusement d'autant plus fondés qu'on pouvait à bon droit attribuer leur origine à l'attitude du Comte Solaro della Margaritha, ainsi qu'aux réponses qu'il avait faites à certaines questions que lui avaient posée Eugène Ney.

«On parlait depuis quelque temps du voyage du roi de Sardaigne (1), mais la coïncidence de ce départ avec l'arrivée probable de Sa Majesté la Reine d'Espagne à Turin ne manquera pas d'être remarquée, et déjà même elle donne lieu à bien des réflexions. On trouve peu gracieuse cette espèce de rancune du Roi contre une princesse qui en définitive n'a rien à se reprocher à son égard et que sa position actuelle rend digne de tout intérêt.

M. de la Marguerite me disait hier: «Il vaudrait mieux que la Reine n'arrivât pas justement le jour du départ du Roi».

«Certainement, lui ai-je répondu, il serait fâcheux de voir partir Sa Majesté le jour de l'arrivée de la Reine. Mais cette époque n'est pas encore fixée. Sa Majesté est toujours à Côme et ne s'annonce pas encore à Turin.»

M. le Chevalier Zea Bermudez (2) est arrivé avant hier ici et

(1) Turin, volume 315. Eugène Ney à Guizot, Turin 7 avril 1841 Direction Politique, N. 31, folio 150.

(2) Dès le 29 mars Bellocq mandait de Florence à Guizot: «M. le Chevalier Bermudez, que Votre Excellence m'a fait l'honneur de me recommander est arrivé avant-hier venant de Rome. Il attendra ici pendant quelques jours des nouvelles de la Reine Christine qui est partie de Venise

a été voir M. de la Marguerite, avec lequel il avait été en relations en Espagne, pendant qu'ils étaient tous deux Ministres. Quoique ce rapports ne fussent pas de très bonne nature, M. de Zea s'est rendu chez M. de la Marguerite et a été parfaitement accueilli.

D'après la réponse que le Ministre n'avait faite il y a quelque temps, relativement à la Reine d'Espagne, je n'avais pas cru convenable d'aborder de nouveau ce sujet avec lui; mais M. de Zea, qui ne connaissait pas encore les dispositions de ce Gouvernement pour la Reine, s'en entretint avec M. de la Marguerite.

Il s'était opéré un changement notable dans l'esprit de ce ministre depuis ma conversation avec lui, et il ne parla plus à M. de Zea de la politesse avec laquelle on recevrait la Reine, mais des honneurs qu'on lui rendrait.

Il est à croire que l'accueil que Sa Majesté a reçu à Venise, mais surtout à Milan, a causé ce changement de disposition. Mais M. de la Marguerite ne fera juste que ce qu'il ne pourra se dispenser de faire, et il se rattache encore à une foule de petitesesses avec lesquelles il marchandé les honneurs dus à Sa Majesté. Il me disait hier que la Reine, voyageant incognito et sous le nom de Comtesse de Vista Alegre, ne devait s'attendre à aucune distinction. Que si le Gouverneur allait la voir, il irait en frac. A quoi, je lui ai fait observer qu'à Milan et à Venise on s'était rendu chez Elle en uniforme.

Enfin M. de la Marguerite m'a dit qu'il savait que la Reine n'était pas encore décidée à venir à Turin et qu'Elle passerait peut être par le Simplon. Mais cette remarque n'est que l'expression du désir de M. de la Marguerite et je crois qu'il n'a reçu aucun avis du changement de projet de Sa Majesté.

le 24, et il ira probablement l'attendre à Milan ou à Turin.» (Toscane, volume 176, direction politique, N. 406, folio 22.)

Zea Bermudez (Francisco) (1772-1850), Chargé d'Affaires à Saint Petersburg (1809-1820), Ambassadeur à Constantinople (1820), à Londres (1823), Ministre des Affaires Etrangères (de janvier 1824 à octobre 1825), Ambassadeur à Dresde (1826), à Londres (1828), Président du Conseil (de 1832 à janvier 1834), tombé du pouvoir sous la pression de l'Angleterre, et remplacé par Martinez de la Rosa, il ne rentra en Espagne que 10 ans plus tard, Nommé Sénatur (1845) il mourut à Paris.

M. de Zea, à qui la Reine avait donné rendez-vous à Lyon, est venu ici au devant d'Elle et doit l'y attendre.»

Le Comte de la Margarita prenait en effet ses désirs pour des réalités, à moins toutefois qu'il n'ait essayé de donner le change à Eugène Ney. Toujours est il qu'aucune modification n'avait été apportée à l'itinéraire de Marie Christine, et que continuant sa route Elle n'allait pas tarder à arriver à Turin ou plutôt à passer par Turin.

«Sa Majesté la Reine d'Espagne est aujourd'hui sur les bords du lac Majeur, et Elle annonce son arrivée à Turin pour Mardi 13 du courant, le jour précisément fixé pour le départ du Roi. C'était justement le cas prévu par M. de la Marguerite et qu'il désirait éviter. Je vais faire informer Sa Majesté de cette circonstance; mais n'ayant rien à visiter sur la route qu'Elle doit suivre en venant ici, je doute qu'Elle veuille changer ses projets» (1).

«Monsieur le Ministre, écrivait deux jours plus tard, le 12 avril, Eugène Ney à Guizot (2) Sa Majesté, le Roi Charles-Albert part toujours demain soir pour Gênes avec trois aides de camp et sans Ministres.

On m'a assuré qu'Elle a été contrariée de la coïncidence présumée de son départ et celle de l'arrivée de la Reine, mais M. Denois m'annonce que Sa Majesté la Reine Marie-Christine ne sera ici que Mercredi (le 14).

Ce que M. de Zea a dit à M. de la Marguerite et ce que j'ai pu y ajouter de mon côté semble avoir sensiblement modifié les dispositions du Ministre Sarde à l'égard de la Reine d'Espagne, et sans le départ du Roi et de la Reine, je crois que l'accueil qu'on aurait fait à Sa Majesté, aurait été assez convenable. En

(1) Turin, volume 315. Direction Politique N, 32, Eugène Ney à Guizot, Turin, 10 avril 1841, folio 148.

(2) Turin, volumen 315, Direction Politique N. 32, folio 159. Turin, 12 avril 1841.

parlant hier avec le Marquis de Cavour, Vicaire de la Ville de Turin (1) et qui est venu me voir, j'en suis certain, pour avoir quelques nouvelles de la Reine, je ne lui ai pas caché le mauvais effet que produirait ici le départ de Sa Majesté le jour même de l'arrivée de la Reine de Espagne et je lui ai demandé dans la conversation, si le Roi ne pourrait pas, puisqu'il est obligé de partir à jour fixe, envoyer une de ses aides de camp ou quelqu'un de sa Maison au devant de la Reine, pour lui exprimer ses regrets de ce que son départ forcé l'empêche de la voir et pour lui adresser enfin quelques paroles convenant à la situation; Que cette manière d'arranger l'affaire conviendrait, je n'en doutais pas, à la Reine et au Roi, et qu'ainsi les fâcheuses suppositions, que le départ de Sa Majesté faisait maître, seraient à peu près détruites.

Le Marquis de Cavour, qui est tout à fait dans l'intimité du Roi, a semblé approuver cette idée et ce matin, à la Cour, où nous avons été pendre congé de Sa Majesté, j'en ai encore causé avec lui.

J'espère que pour adoucir ce qu'il y a de peu généreux à ne pas retarder son voyage de quelques jours, le Roi accordera vo-

(1) Cavour (Michel, Joseph, Marquis Benso di) (1781-1850), Grand Cordon de l'ordre des S. S. Maurice et Lazare. Chambellan du Prince Camille Borghese, puis après la restauration de la Maison de Savoie *Vicario di politica e Polizia* de Turin, gentilhomme de la Chambre (1835), épousa en 1805 Adèle de Sellon (morte en 1846), père du Marquis Gustave et du Comte Camille qui, comme l'on sait, fut tenu sur les fonts baptismaux par le Prince Camille Borghese. *Bersesio* porte au tome 1, page 93 de la *Storia del regno di Vittorio Emanuele II* un jugement aussi sévère que curieux sur le père du Grand Ministre: «La police, absolument indépendante que dirigeait et menait le vicaire et dont il rendait compte directement au Roi, était assurément la plus rude et la plus arbitraire qu'on pût imaginer, et le Marquis de Cavour n'était pas l'homme à la rendre plus tolérable. Comme homme privé, il était à l'abri de toute accusation et les bruits, qu'on faisait courir de prévarications si faciles à commettre dans un pareil emploi et que commettaient peut-être des subalternes qui réussissaient à se les faire pardonner par des excès de zèle, ces bruits dénués de toute espèce de fondement n'étaient que de pures calomnies. Il était plus royaliste que le roi, plus jésuite qu'un père de la compagnie, plus intolérant qu'un inquisiteur. Ne tenant aucun compte du peuple, il haïssait et méprisait surtout la bourgeoisie, la classe, à son avis, la plus dangereuse».

lontiers cette marque d'égards envers la Reine, et cela d'autant plus volontiers qu'il craignait d'abord de ne pouvoir partir et qu'il s'estime heureux de pouvoir se libérer à si bon compte.

Jusqu'à présent voici quelles sont les dispositions de mes collègues vis à vis de la Reine. Le Ministre de Prusse (1) ne m'en a pas parlé; le Ministre d'Angleterre (2) n'a pas fait une observation lorsque je lui ai annoncé l'arrivée de Sa Majesté; le Ministre d'Autriche (3) a prétendu que M. Muñoz voyageait inco-

(1) Waldburg-Truchses (Frédéric-Louis, comte de) (1776-1844), après avoir été un moment Grand-Chambellan et intendant général des spectacles à la cour de Westphalie, reprit son grade de colonel prussien en 1813. Il représenta une première fois de 1816 à 1819 la Prusse à la Cour de Sardaigne, et se préoccupa vivement du sort des Vaudois. Envoyé en 1827 à La Haye, il y resta jusqu'en 1832, où l'on juge a propos de le renvoyer à Turin. Il y dut surtout sa position à la faveur toute spéciale dont jouissait auprès du Roi Charles-Albert sa fille, la Comtesse de Robilant, grande-maitresse de la Maison de la Reine. En se connaissance de ses services, le Roi de Prusse lui conféra en 1837 le grade de Général-lieutenant.

(2) Sir Ralph Abercromby qui avait succédé à Turin à Foster, né en 1803, mort en 1862, entré dans la carrière diplomatique en 1827, attaché comme secrétaire aux missions extraordinaires de Strangford au Brésil (1828) et de Ponsonby à Bruxelles pour l'aplanissement du différend entre la Belgique et la Hollande (1830). Successivement Ministre à Florence, près la Confédération Germanique, à Turin et à la Haye, il quitta le service en 1858 et hérita cette même année à la mort de son père du titre de baron Dumferneline.

(3) Schwarzenberg (Félix, Prince de) (1800-1852), ne resta que peu de temps dans l'armée, débuta dans la diplomatie comme attaché d'Ambassade à St Petersburg (1824), passa en 1826 à Londres où sa liaison avec Lady Ellesborough fit scandale, occupa ensuite différents postes et succéda en 1838 au comte Brunetti à Turin. Schwarzenberg, dont le comte Solaro de la Margarita trace un portrait très flatteur à la page 102 de son *Memorandum*, était encore à Turin au moment où commença avec l'Autriche la controverse à propos des sels. Bersezio raconte qu'après avoir adressé au comte Solaro une de ses fameuses Notes sur cette question il lui écrivit le billet suivant:

«Je vous adresse une note sur l'affaire des sels et vous trouverez qu'elle est bien salée». Remplacé en 1844 par le comte Buol, il fut envoyé à Naples où en 1848 le palais de l'Ambassade fut insulté par la populace. N'ayant pu obtenir du Gouvernement la réparation immédiate qu'il exigeait, il partit aussitôt pour Vienne, prit part comme Général-Major à la campagne contre le Piémont et fut promu Feld-Maréchal Lieutenant. Appelé au Ministère au moment de l'insurrection des journées d'octobre à

gnito avec Elle, et qu'on avait beaucoup exagéré les honneurs qui lui avaient été rendus à Milan. Le Ministre de Russie (1) a abordé la question franchement avec moi, et avec les formes assez raides qui lui sont habituelles, et sans malveillance cependant, il m'a dit ce matin :

« Quel ennui : voilà la Reine d'Espagne qui va arriver ». —

« Comment quel ennui ? ». —

« Mais, oui, cette obligation de se mettre en uniforme ». —

Le Chargé d'Affaires du Pape (2), qui est fort bien disposé, m'a dit que ces Messieurs n'étaient pas encore décidés sur le parti qu'ils prendraient d'aller en uniforme ou en frac.

Il est certain que le passage de la Reine d'Espagne par Turin contrarie fort la Cour et tous ceux qui en dépendent et que l'on aurait désiré vivement que Sa Majesté passât par le Simplon. Le comte la Tour (3), m'en parlait encore ce matin, et me disait

Vienne, il s'appliqua à restaurer et à renforcer en Autriche le régime centraliste et militaire, renvoya la Diète, Autrichienne, promulgua la Constitution conservatrice du 4 mars 1849 et qu'il fit du reste abroger en 1851, eut à soutenir la guerre contre l'insurrection hongroise dont il ne put triompher qu'avec l'aide de la Russie. Il combattit énergiquement en Allemagne les visées ambitieuses de la Prusse, mais ne put obtenir à la conférence de Dresde (1850) la transformation de la Confédération Germanique au profit de l'Autriche et dut se contenter du rétablissement de l'ancienne Diète de Francfort. Enfin il était en train de négocier un rapprochement avec l'Angleterre et la France lorsqu'il fut enlevé par une attaque d'apoplexie foudroyante.

(1) Kakoschkine (Nicolas Alexandrovitch), avait été tout au début de sa carrière, alors qu'il n'avait encore que le titre d'assesseur de collègue, attaché à la légation de Pozzo di Borgo, lors de son séjour en Belgique pendant les Cent jours. Nommé plus tard conseiller d'Ambassade à Londres, puis à Paris, avant d'être envoyé à Florence comme chargé d'Affaires. Conseiller d'Etat actuel en 1833, Ministre de Russie à Turin (1837), conseiller intime en 1842, Ministre à Naples en 1853, à Dresde en 1863, il fut mis à la retraite en 1864.

(2) Monseigneur Massi, Archevêque de Thessalonique, était d'après le *Gotha* de 1843, Nonce à Turin. Mais il doit être ici question de l'abbé Sacconi qui exerçait les fonctions de Chargé d'Affaires en sa qualité d'auditeur de la Nonciature pendant la vacance de ce poste auquel il ne fut promu qu'au bout de plusieurs mois, vers la fin de l'année 1841.

(3) Sallier de la Tour (Victor, Amédée, Marquis de Cordon, Comte de) (1776-1858), commença sa carrière militaire d'abord sous les ordres de

qu'il avait entendu dire qu'Elle devait prendre cette route. Mais son observation était un peu tardive.»

La Reine cédant probablement aux sages conseils d'Eugène Ney et de M. Denois, sentant aussi qu'il était de son intérêt et de l'intérêt de l'Espagne de mettre tous les torts du côté du Cabinet de Turin, allait, 48 heures plus tard, tirer d'embarras le Ministre de Russie et faire regretter au Comte Solaro de la Margarita la conversation qu'il avait cru nécessaire d'avoir avec notre Chargé d'affaires.

son père, puis après avoir servi de 1805 à 1809 dans l'armée autrichienne et après avoir en 1810 fait un voyage diplomatique dans les Balkans, il passa en 1811 avec l'autorisation de son Roi au Service de l'Angleterre et se distingua pendant la guerre de la Péninsule à la tête d'une légion italienne. Confirmé en 1814 par Victor Emmanuel 1^{er} dans son grade de Général, il fut appelé en 1815 au commandement des troupes royales chargées de faire face aux Français. Gouverneur de Novare en 1821, il conserva à son Roi les troupes placées sous son commandement, concourut efficacement au rétablissement de l'ordre et reçut la même année la mission de passer avec l'Autriche, la Russie et la Prusse, la convention qui mettait à la disposition du roi de Sardaigne un corps auxiliaire de troupes autrichiennes. Nommé en 1822 Premier Secrétaire d'État aux Affaires Étrangères, il accompagna Charles-Félix au Congrès de Vérone et obtint entre autres choses le rappel des troupes autrichiennes. Son passage aux Affaires Étrangères fut marqué par la conclusion du traité de commerce et d'amitié avec la Porte Ottomane, par nombre de négociations parmi lesquelles il convient de noter la convention qu'il passa avec le Saint-Siège pour le règlement des Affaires ecclésiastiques. Tenu en très haute estime par Charles-Félix et par Charles-Albert, il figura parmi les premiers chevaliers de l'ordres du Mérite Civil, lors de sa création par ce dernier. (*R. Archivio di Stato di Turin Lettere ministri in Generale. Personale diplomatico e consolare. Mémoire per biografie di uffiziali diplomatici e del ministero.*) En quittant le Ministère en 1834, il fut promu Maréchal de Savoie et nommé Gouverneur de Turin. «Homme de vaste culture, de grande expérience, d'esprit savant, lorsqu'en 1847 le Roi céda la réforme, il lui donna le conseil d'aller de suite jusqu'au *Statuto* qui lui paraissait dès lors inévitable. La Tour fut toujours écouté avec déférence et attention au Sénat » (Cf. A. Manno. Informazioni sul 21 in Piemonte) S'il faut en croire Massimo d'Azeglio, «Les vieux, La Marguerite, La Tour et d'autres... sauvaient à vrai dire, le trône et la patrie, mais à tant à l'heure comme les fiacres et le tarif était quelque peu élevé.» (Lettre de Massimo d'Azeglio à sa femme Luisa Blondel.)

«Le comte de la Marguerite, qui m'avait l'air revenu de ses prétentions contra Sa Majesté le Reine d'Espagne, surtout parce qu'il avait dit à M. de Zea, a repris avant-hier (le 13 avril) toute sa vieille rancune et m'a répété dans une conversation que nous avons eue ensemble, tout ce qu'il m'avait dit la première fois que je lui avais parlé de l'arrivée de la Reine. Il me semblait même heureux de se trouver en position de faire sentir et apprécier à Sa Majesté la Reine d'Espagne la haine qu'on lui porte à Turin, satisfaction, bien imprudente à mon avis, que s'est donnée là le Cabinet Sarde, car, ainsi que je l'ai dit à M. de la Marguerite, il y a de l'avenir dans la Reine Marie Christine, et il eut été à la fois d'une bonne et d'une généreuse politique d'oublier les griefs qu'on pouvait avoir contre Elle et de se ménager, par le bon accueil qui lui aurait été fait ici, sa reconnaissance pour un temps meilleur. Mais on a jugé différemment la question, et les évènements prouveront qui avait raison.

Ainsi, M. de la Marguerite se retranchait toujours sur ce que la reine voyageant sous le nom de Comtesse de Vista Alegre, et n'ayant pas fait annoncer son arrivée, il n'y avait pas d'honneurs à lui faire rendre, et que le Roi, qui d'ailleurs avait fixé depuis longtemps son départ après la Semaine Sainte, ne pouvait pas l'attendre.

Il ne m'a pas été difficile de répondre à ces arguments qui n'étaient pas justes; mais il a été plus malaisé de le persuader.

Au reste, je me suis aperçu pour la première fois dans cette conversation, que ce ministre ne professait pas un culte exclusif pour la vérité; mais j'ai trouvé inutile de relever les erreurs volontaires qu'il commettait, et à l'avenir je me tiendrai pour averti.

Sa Majesté la Reine d'Espagne qui savait qu'on marchandait à Turin la manière dont elle y serait ou n'y serait pas reçue et ayant appris de plus que le Roi et la Reine ne s'y trouveraient pas à son passage, a pris le parti de se borner à traverser la ville, ainsi que j'avais pris la liberté de le conseiller dans le principe, et hier (le 14) à 2 heures de l'après midi, Elle a changé de chevaux à la Poste, et a continué sa route pour aller coucher à Suse.

Sa Majesté m'a envoyé avant son passage, le chevalier del Castillo, son Secrétaire des Commandements, afin de prendre les lettres que je pouvais avoir reçues pour Elles et m'avertir que dans une heure Elle arriverait à Turin. J'ai eu le regret en me rendant à la Poste avant l'heure fixée d'apprendre qu'il y avait une demi-heure que Sa Majesté y avait relayé.

Le temps est beau aujourd'hui; et il est probable que Sa Majesté passera facilement le Mont Cenis. M. de Zea Bermudez est parti également ce matin pour Suse, où il précédera la Reine de quelques heures.

J'ai cru devoir avertir M. le Préfet de Lyon de l'arrivée prochaine de Sa Majesté, qui a l'intention de s'arrêter quelques jours dans cette ville.»

Eugène Ney, était tellement désolé du contre temps qui l'avait empêché de se trouver à la Poste au moment où Marie Christine y relaya qu'il éprouva, quelques jours plus tard, le besoin de se justifier aux yeux de son Ministre, et de lui fournir quelques explications complémentaires.

«..... Dans la crainte, rend-il compte à Guizot le 21 avril (Direction politique N. 30, folio 169) que Votre Excellence ne puisse supposer qu'il y avait eu peu d'empressement de ma part à me présenter à S. M. la Reine d'Espagne, lorsqu'Elle a passé à Turin, je crois devoir informer Votre Excellence que je reçus le lendemain de M. le Chevalier del Castillo, Secrétaire des Commandements de Sa Majesté, une lettre dans laquelle Sa Majesté voulait bien me faire dire qu'étant arrivée à la Poste plus tôt qu'Elle n'avait pensé Elle avait regretté de ne pas me voir et daignait me faire remercier de l'intention que j'avais eue de venir la complimenter à son passage.

Des personnes qui se trouvaient devant la Poste, au moment, où Sa Majesté a changé de chevaux, assurent qu'Elle montrait un grand désir de partir au plus vite et qu'Elle a fait donner plusieurs fois l'ordre aux postillons d'atteler aussi vite que possible.»

Loin d'adresser le moindre reproche à Eugène Ney, Guizot, en le tranquillisant et en lui exprimant la satisfaction du Gouvernement, avait cru en outre nécessaire de lui faire connaître l'impression pénible qu'avait causée au Roi et à ses Ministres l'attitude prise dans cette affaire, bien moins par Charles-Albert, que par le comte de la Margarita.

Paris, 8 mai 1841.

Guizot au Comte Eugène Ney.

«..... Le Roi, en approuvant votre langage, et votre attitude à l'occasion du passage de la Reine Marie Christine, a regretté que la Cour de Sardaigne se soit abstenue de Lui faire l'accueil et de lui témoigner les égards auxquels Son rang et Sa position Lui donnaient droit. Sa Majesté n'a pas caché à Monsieur le Marquis de Brignole (1) l'impression qu'Elle en a éprouvée.....»

Fidèle aux traditions que la France conserve si jalousement, le Cabinet des Tuileries avait cette fois encore embrassé le parti du plus faible en prenant la défense d'une Reine exilée.

Il semble dureste que par un étrange caprice de la fortune la Reine Christine ne pouvait pas mettre les pieds en Italie, sans que sa présence ne soit marquée par quelque incident plus ou moins sérieux. Pour insignifiant et naturellement peu connu

(1) Brignole-Sale (Antoine, Marquis) (1785-1863) fut malgré son jeune âge appelé par Napoléon I^e à remplir les fonctions de Préfet de la Savoie. En 1814, la République de Gênes l'envoyait à Vienne pour y défendre les intérêts et l'indépendance de sa patrie. Il y fit preuve de zèle et d'intelligence, si bien que le roi de Sardaigne n'eut rien de plus pressé que de se l'attacher et de lui confier le poste d'Ambassadeur, d'abord à Madrid, puis à St Petersburg, ensuite à Paris (1836) où on ne désigna bientôt plus que sous le nom de «Grand Ambassadeur du Petit Roi», et enfin à Vienne. Sa carrière diplomatique se termina en 1850, sous le ministère d'Azeglio. Désapprouvant le vote de la loi Siccardi, il retourna à ce moment à l'Ambassade de Vienne. Membre du Sénat depuis sa fondation, il démissionna le 21 mars 1861 à la suite de l'annexion au Royaume d'Italie des provinces qui avaient appartenu jusque là au Saint-Siège.

Extrêmement généreux, il fonda entre autres à Gênes le Séminaire des Missions Etrangères qu'il dota richement. Sa fille, la duchesse de Galliera, fit don à la ville de Gênes du Palais Rouge et de la magnifique galerie de tableaux qu'il renfermait.

qu'ait été celui que La Rochefoucauld mentionne dans sa dépêche du 8 juin 1847 (1), il n'en est pas moins curieux et moins caractéristique pour cela.

«La Reine Christine, après être restée 48 heures à la Cour de Toscane auprès de Sa Soeur la Grande-Duchesse, est repartie pour Livourne où elle s'est embarquée pour Toulon. J'ai lieu de croire que Sa Majesté aura été satisfaite de l'accueil qu'Elle a reçue à Florence et que la joie affectueuse de la Grande-Duchesse l'aura dédommée de la froideur peu fraternelle qu'Elle a trouvée ailleurs.

»Le duc de Lucques avait été prévenu du passage de la Reine par Pise et Livourne. On supposait qu'en sa qualité d'Infant d'Espagne il irait Lui faire Sa Cour. Il est probable que la crainte de déplaire à Don Carlos l'aura retenu. Quelques personnes de Sa Cour entretiennent cependant l'espoir de le voir renouer avec la Cour de Madrid, et plusieurs fois on m'a demandé de me mêler, dans l'occasion, à ce rapprochement.

»Ce qui étonnera peut-être Votre Excellence et ce qui est vrai cependant c'est que ce sont moins les sympathies du Duc pour Don Carlos et son fils qui le tiennent éloigné de la Cour de Madrid que le ressentiment qu'il éprouve contre le roi de Naples, qui, dit-il, l'a joué avec perfidie à une époque où il était lui-même disposé à reconnaître la Reine Isabelle.—Une lettre du roi de Naples vint à ce moment lui faire de vifs reproches de ses dispositions et l'assurer que jamais lui, roi de Naples, ne le reverrait s'il désertait la Cause de la légitimité Espagnole qui était collectivement celle de la Maison de Bourbon. Cette lettre produisit son effet sur l'esprit variable du Duc. Mais depuis que les rôles sont changés et que le Roi a fait ce qu'il déconseillait au Duc, celui-ci lui en garde un profond ressentiment qui le porte instinctivement à prendre le contre-pied de son Royal Parent.»

COMMANDANT WEIL.

(1) Toscane, volume 180. Direction Politique N. 16, folio 108-109.—La Rochefoucauld à Guizot. Florence, 8 juin 1847.